

LE SÉGUR C'EST PAS UNE SINÉCURE

Le 25 mai, lors de l'installation de ces états généraux, Edouard Philippe nous a présenté le Ségur de la santé comme huit semaines de consultations des syndicats et collectifs de "soignants" devant aboutir à la «*rénovation en profondeur du système de santé*». Ce "Ségur de la santé" devait être "une grande concertation des acteurs du système de santé sur l'avenir des structures de soins et des soignants". Cependant les paramédicaux, c'est à dire l'ensemble des professionnels non médicaux travaillant dans les hôpitaux ne sont représentés qu'à minima dans les discussions.

Dans ces 2 groupes de travail (Le "comité ségur national" et le groupe "carrières et rémunérations") on retrouve plus de 12 syndicats et organisations médicales (syndicats de médecins hospitaliers, libéraux, ordre des médecins, internes, chirurgiens...), les grosses centrales syndicales (CGT, CFDT, SUD santé...) ou encore les fédérations et associations d'établissements et employeurs du secteur sanitaire et médico-social mais aucun syndicats ou organisations infirmières ou aides-soignantes à part la fédération nationale des étudiants en soins infirmiers. Une façon de nous confirmer que ministère et corporatisme médical sont encore bien liés.

C'est en réalité 8 semaines de discussions pour lesquels le manque de transparence a déjà été pointé.

Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT, qui a pratiqué le syndicalisme patronal une bonne partie de sa vie en signant tous les accords aboutissants à un recul des acquis sociaux - dont l'offensive contre la Sécurité sociale et le régime de retraite de la Fonction publique lors du plan Juppé - est forcément apparue, pour les gouvernants, comme la personne idéale pour coordonner ce Ségur.

Pour nous ce n'est qu'un signe, qu'un symbole de plus que ce Ségur est faussé dès le départ. Comme si on demandait à une personne proche des assurances privées de gérer une réforme des retraites...

Sur le site de la consultation en ligne, autre forme de mirage de concertation publique organisée par le gouvernement, la couleur nous est annoncée :

"Ce questionnaire ainsi que les résultats des travaux du Comité Ségur national et des concertations dans les territoires, serviront à bâtir les fondations d'un système de santé encore plus moderne, plus résilient, plus innovant, plus souple et plus à l'écoute de ses professionnels, des usagers et des territoires."

Il fallait oser, employer le terme de résilience après ces semaines d'économie de survie intra-hospitalière !

Bien avant le coronavirus, les hôpitaux publics étaient déjà en difficulté avec un manque de moyens alloués à leur fonctionnement, un manque d'effectif, des salaires trop bas pour de nombreuses personnes y travaillant et un manque de matériel et d'infrastructures adéquates.

La crise COVID n'a fait que révéler en partie les dysfonctionnements et les manques du système de santé. En réalité, elle n'a fait que s'ajouter à celle des urgences, de la psychiatrie, des réanimations pédiatriques, à la pénurie de personnel avec 800 postes d'infirmières vacants à l'AP-HP et 25% des postes de praticiens hospitaliers non pourvus.

TÉMOIGNAGES DE PERSONNES EMPLOYÉES AUX HOSPICES CIVILS DE LYON :

*"Quand on rentre à l'hôpital public, certes on peut, si on a la chance d'accéder au Graal de titulaire, avoir un contrat à vie.
Ensuite nous ne serons toute notre vie que des matricules interchangeables."*

"La machine de l'hôpital public est devenue tellement lourde et défectueuse qu'un grain de sable dans l'engrenage suffit pour dérégler toutes les prises en charges, qu'elles soient sociales ou chirurgicales."

*"Nous avons eu une obligation de présence dès le départ, nous faisons partie du service public donc il était clair que nous n'avions pas droit au confinement, mais dans quelles conditions devons nous continuer à travailler?
Si nous avons écouté les instances tant internes qu'externes, nous n'aurions pas mis de masques "ça ne servait à rien, on gaspillait".*

"Et tout ceci pour qu'après 15 ans d'ancienneté, nos salaires ne nous suffisent pas à louer un T2."

"Le système de notation est toujours en vigueur à l'hôpital, il est le seul moyen pour nous de "faire augmenter" nos salaires (gelés depuis plus de 10 ans), il est surtout un moyen de pression supplémentaire pour nous infantiliser et étouffer notre colère."

S'il est évidemment urgent d'améliorer les conditions de travail et la qualité de vie des personnels des hôpitaux comme ils l'exigent dans leur lutte, cela ne suffira pas à sortir le système de soins d'une gestion capitaliste et/ou étatique.

Qui mieux que le personnel hospitalier allié aux usagers pour gérer les hôpitaux ?
Des infirmières en passant par les chirurgiens aux ASH,
jusqu'aux associations de patients et étudiants :
ensemble définissons les moyens en adéquation avec les besoins.

POUR L'AUTOGESTION DU SYSTÈME DE SANTÉ !

POUR L'AUTOGESTION PARTOUT DANS NOS VIES !

VIVE L'ANARCHIE



GRAINE D'ANAR
FEDERATION ANARCHISTE - LYON
<http://grainedanar.org/>